

L'honorable C.-E. TANNER: Honorables sénateurs, je suis persuadé que les remarques de l'honorable sénateur qui vient justement de reprendre son siège ont été très intéressantes et très instructives. Mais peut-être pas au sens qu'il entendait. Tous nous apprécions son très éloquent discours sur les tarifs et sur d'autres sujets.

Je n'ai aucun doute qu'il était au nombre des élus qui s'assemblèrent à Ottawa, en 1893, et jurèrent par tous les dieux, morts ou vivants, que la protection en ce pays serait extirpée, racines et branches tout entières.

Ils passèrent un grand nombre de résolutions à cet effet, les firent imprimer et les jetèrent à tous les vents. J'espère ne pas me tromper en supposant qu'il était, lors de la grande convention de 1893, l'un de ceux qui ont résolu d'extirper la protection. Or, en 1896, les libre-échangistes, sous la direction de sir Wilfrid Laurier, et appuyés par mon honorable ami, prirent le pouvoir. Nous avons entendu bien des invocations cet après-midi; mais mon honorable ami me dira-t-il si, de fait, le parti de sir Wilfrid Laurier abolit alors la protection au Canada?

Le ministre des Finances de ce gouvernement était feu M. Fielding. Il avait prononcé bien des discours et avait fait bien des déclarations politiques en Nouvelle-Ecosse pendant qu'il était premier ministre de cette province; et il s'était engagé lui-même, et avait aussi engagé sa carrière politique à mener à bien toutes sortes d'arrangements de réciprocité avec les Etats-Unis. Quant à la protection, elle devait être désapprouvée, maudite, et biffée des statuts du pays. Mon honorable ami me dira-t-il ce que firent le ministre des Finances Fielding et sir Wilfrid Laurier, en 1897? Se montrèrent-ils honnêtes et sincères sur la question du tarif? Mon honorable ami sait que, lorsque M. Fielding proposa son budget, au mois de mai 1897, il y avait incorporé quelques-unes de ses hérésies libre-échangistes, mais aucune d'elles ne fut jamais appliquée. Qu'arriva-t-il? Je n'ai aucun doute que mon honorable ami s'en souvienne. Quand M. Fielding vit la tempête d'opposition soulevée par ses propres amis et par les industriels canadiens, il plia bagage, s'en fut chez lui, avec son budget de libre-échange, comme il l'appelait, et ne reparut plus que le 17 mai. Alors, il revint et admit franchement — et je lui en donne crédit — qu'il était obligé de réinscrire au budget les item protectionnistes à cause de la pression des industriels canadiens.

Ces item protectionnistes y demeurèrent à leur place d'honneur, et mon honorable ami défendit ce tarif élevé. Il s'en fit le défenseur durant toute sa carrière politique, parce qu'ils ne furent jamais changés. Le tarif fut toujours haut sous Laurier. Pourquoi l'honorable

sénateur vient-il nous sermonner sur ce qu'il n'a jamais observé durant sa vie politique? Il nous a parlé d'abaissement de tarif. Pourquoi n'a-t-il pas abaissé le tarif quand il avait le pouvoir de le faire ou qu'il appuyait un gouvernement qui pouvait le faire?

Apparemment, l'honorable sénateur n'a pas encore chassé de son esprit cette vieille rengaine de négocier des accords avec Washington. Durant tout le régime Laurier, on ne fit que parler d'aller à Washington. Evidemment, M. Fielding en fut en grande partie responsable, car il était devenu détraqué, politiquement parlant, tant était grand son désir d'obtenir le libre-échange continental, une réciprocité absolue et toutes ces sortes d'antiquailles. Nous savons aussi — je ne sais si mon honorable ami le sait aussi — que c'est M. Fielding et quelques autres qui ont poussé, en 1911, sir Wilfrid Laurier, contre son gré, à négocier un pacte de réciprocité. Nous savons de plus que c'est M. Fielding qui a causé la défaite du gouvernement Laurier. Même John-W. Dafoe, qui, je pense, est une bonne autorité en la matière, nous dit, dans sa biographie de sir Clifford Sifton, que sir Wilfrid Laurier n'était pas en faveur du traité de 1911 et que M. Fielding et d'autres lui forcèrent la main.

L'honorable M. LEMIEUX: L'auteur a oublié de dire que sir Clifford Sifton a lui-même fait, aux Etats-Unis, un discours en faveur de la réciprocité.

L'honorable M. TANNER: En tout cas, pendant que le gouvernement King était au pouvoir, j'ai très souvent entendu mon très honorable ami, maintenant leader de cette Chambre (le très honorable M. Meighen), mettre M. King au défi de dire que, si lui et ses collègues en avaient la chance, ils reprendraient le traité de 1911.

Le très honorable M. MEIGHEN: Aucun d'eux ne voulut l'affirmer.

L'honorable M. TANNER: Ils ne voulurent pas l'affirmer alors, et ils ne l'affirmeraient pas aujourd'hui.

L'honorable M. LEMIEUX: M. Fielding l'a affirmé.

L'honorable M. TANNER: Mon honorable ami s'estimerait heureux de conclure un tel traité. Il est tellement épris de ces accords avec Washington datant de 1854 — ce n'est pas d'hier — alors que l'on payait au fermier 10 cents pour une livre de beurre, 15 cents pour un boisseau de pommes de terre, 20 cents un baril de navets. C'était là l'âge d'or de nos fermiers. Mon honorable ami voudrait apparemment faire revivre cet âge d'or en négociant un autre traité de réciprocité.